

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 607 / Mars 2020

TENDANCES CONJONCTURELLES

4^E TRIMESTRE 2019

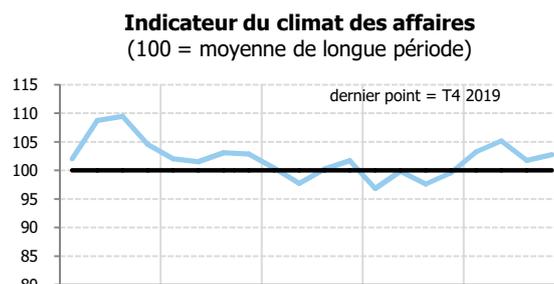
NB : cette publication repose sur une enquête réalisée auprès des entreprises avant l'annonce des mesures exceptionnelles liées à la crise du coronavirus.

La conjoncture économique à la Martinique

Hausse de l'indicateur du climat des affaires

Au quatrième trimestre 2019, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'inscrit en hausse par rapport au trimestre précédent à 102,8 points (+1,0 point). Évoluant toujours au-dessus de sa moyenne de long terme, il traduirait selon les chefs d'entreprise interrogés une amélioration du climat conjoncturel au quatrième trimestre.

Dans le détail, cette amélioration repose sur les hausses du solde des opinions concernant les prévisions d'investissement et du solde des opinions sur la trésorerie. Le solde d'opinions sur l'activité du trimestre écoulé est, quant à lui, proche de zéro, suggérant que la production des entreprises est stable par rapport au trimestre précédent.

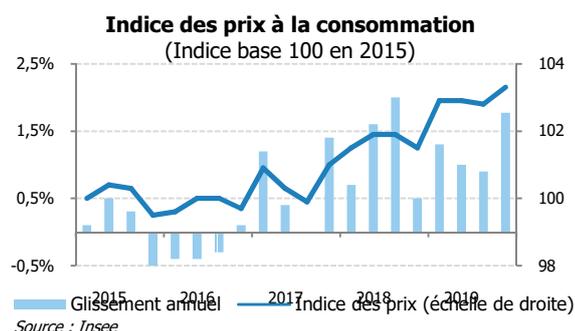


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Légère hausse des prix à la consommation

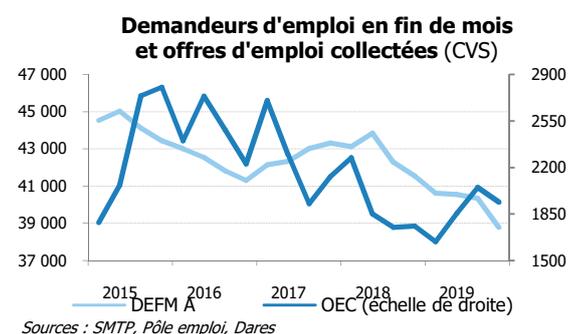
L'indice des prix à la consommation a légèrement augmenté (+0,5%) après trois trimestres consécutifs de quasi-stabilité. Les prix de l'énergie (+1,4 %) et les prix de l'alimentation (+0,8 %) ont été les plus dynamiques sur les trois derniers mois. A contrario, les prix des produits manufacturés (-0,9 %) ont tiré l'indice total à la baisse.

Mesurée en glissement annuel, l'inflation augmente à +1,8 % à fin décembre après +0,9 % à fin septembre. Cette hausse s'explique essentiellement par le renchérissement des prix de l'énergie sur l'année (+5,8 %). Par ailleurs, les autres postes de dépenses ont tous enregistré une hausse modérée de leur prix : +1,9 % pour les services, +1,7 % pour l'alimentation, +0,2 % pour les produits manufacturés.



Amélioration du marché du travail

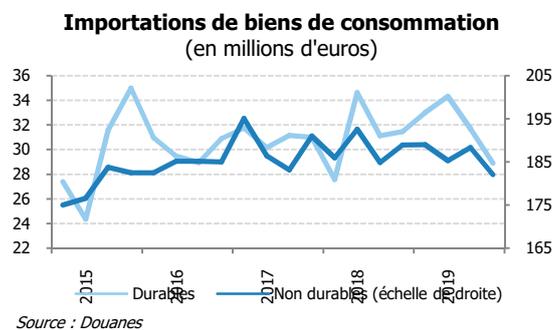
À fin décembre, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'établit à 38 770 personnes (CVS), soit une baisse de 3,9 % en variation trimestrielle. En glissement annuel, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi s'accroît à -6,6 % (CVS). Parallèlement, en glissement annuel, le nombre d'offres d'emploi collectées en Martinique est en hausse à 10,2 % (CVS). En revanche, ce nombre est en baisse de 5,4 % sur le trimestre.



Toutes les catégories d'âge sont concernées par cette amélioration. Dans le détail, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans (-8,3 %, CVS), celui de la catégorie des 25-49 ans (-4,2 %, CVS), comme la catégorie des plus de 50 ans (-1,1 %, CVS) sont en baisse en variation trimestrielle.

Ralentissement de la consommation des ménages

Au quatrième trimestre, en dépit d'un contexte macroéconomique globalement favorable, la consommation des ménages semble poursuivre la baisse amorcée au troisième trimestre. Les importations de biens de consommation durables (principalement de l'électroménager et des meubles) et non durables (essentiellement du textile, des produits alimentaires et pharmaceutiques) sont en retrait de respectivement 8,8 % (CVS) et 3,4 % (CVS) en variation trimestrielle. Par ailleurs, le chiffre d'affaires cumulé des hypermarchés était à fin décembre 2019 inférieur de 4 % à celui de la même période l'année précédente. Les professionnels du secteur du commerce interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture signalent une certaine atonie de l'activité en lien avec la contraction de la demande.



Pour autant, les immatriculations de véhicules de tourisme ont augmenté de 6,2 % en variation trimestrielle (CVS), soutenues par des encours de crédit à la consommation des ménages dont la dynamique est toujours très robuste (+6,7% en glissement annuel à fin décembre contre +6,5 % à fin septembre).

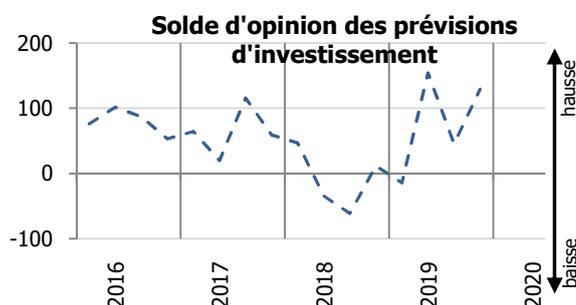
Enfin, l'évolution des indicateurs de vulnérabilité semble contrastée compte tenu d'une hausse du nombre de dépôts de dossier de surendettement (+28,6 %) et du nombre de retraits de cartes bancaires (+1 %). En revanche, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire et le nombre d'incidents de paiement sur chèques sont en baisse (respectivement -2,1 % et -2,2 %).

Regain de l'investissement des entreprises

Les chefs d'entreprise sont dans l'ensemble optimistes quant à leurs efforts d'investissement. Le solde d'opinion de leurs prévisions d'investissement a rebondi au quatrième trimestre.

Dans le détail, au quatrième trimestre, le solde des prévisions d'investissement est bien orienté dans l'ensemble des secteurs à l'exception du BTP pour lequel il est négatif.

La hausse des attestations de conformité électrique à destination des locaux commerciaux (+36,3 %, CVS) ainsi que la croissance des importations de biens d'investissement (+12,8 %, CVS) sur le trimestre, associées à la hausse des encours de crédits d'investissement (+3,5 %) confirment cet optimisme.

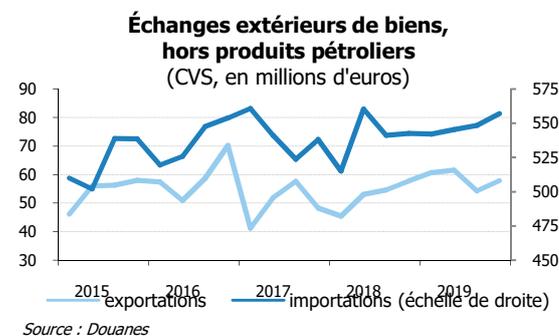


En termes de vulnérabilité, la situation s'est légèrement dégradée au quatrième trimestre. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire reste stable (-0,1 %). En revanche, les impayés sur effets de commerce en nombre (+19,5 %) et en montant (+53,1 %) sont en hausse ce trimestre. Sur l'année ces indicateurs restent toutefois en amélioration.

Progression des échanges (hors produits pétroliers)

Les exportations hors produits pétroliers progressent au quatrième trimestre (+6,6 % après -11,8 %, CVS), tirées par la hausse des exportations de produits agricoles (+34,8 %, CVS), et notamment des exportations de bananes qui augmentent de 48,9 % (CVS). Les exportations de produits agroalimentaires restent quant à elles stables (+0,3 %, CVS) malgré des expéditions de rhum en forte progression (+9,3 %, CVS).

De leur côté, les importations hors produits pétroliers augmentent légèrement au quatrième trimestre (+1,6 %, CVS). Dans le détail, les importations de produits agricoles (-6,7 %, CVS) et agroalimentaires (-4,7 %, CVS) diminuent, tandis que les importations de matériels de transport augmentent (+29,5 %, CVS).



En revanche, les exportations martiniquaises totales se replient au quatrième trimestre (-7,8 % après -8,4 %, CVS). En effet, les exportations de produits pétroliers diminuent sur le trimestre (-26,3 % après -1,3 %, CVS) comme sur l'année (-42,3 %, CVS).

La conjoncture sectorielle

Au quatrième trimestre le climat conjoncturel s'améliore selon les chefs d'entreprise interrogés. Si le niveau d'activité du trimestre écoulé est jugé comme semblable au niveau du trimestre précédent, le redressement de certains indicateurs économiques et financiers participe à ce regain d'optimisme. Les chefs d'entreprise semblent ainsi estimer que leur trésorerie s'améliore. Ils sont également une plus large majorité à déclarer une hausse de leurs prévisions d'investissement pour les 12 prochains mois.

Dans le secteur du **tourisme**, le solde d'opinion sur l'activité est positif pour le sixième trimestre consécutif. Tous les soldes d'opinion sont positifs au quatrième trimestre 2019, excepté le solde des effectifs qui traduit une stabilité. Toutefois, la plupart de ces soldes ont une tendance à la baisse, indiquant l'affaiblissement de l'optimisme des professionnels du secteur. Les indicateurs sectoriels reflètent par ailleurs cet essoufflement. Le nombre total de passagers aéroportuaires et le nombre de vols commerciaux restent stables sur le trimestre (respectivement -0,9 % et +0,8 %, CVS), mais déclinent significativement sur l'année (respectivement -3,6 % et -4,6 %, CVS).

Les entrepreneurs du **secteur industriel** (hors industrie agroalimentaire) estiment que l'activité est encore bien orientée ce trimestre, mais devrait diminuer dès le trimestre prochain. Ils déclarent notamment des stocks en progression (intrants comme produits finis), signe avant-coureur d'un ralentissement de la demande. Seule la trésorerie s'est semble-t-il détériorée dans ce secteur. À noter, les entrepreneurs déclarent également une hausse de leurs effectifs.

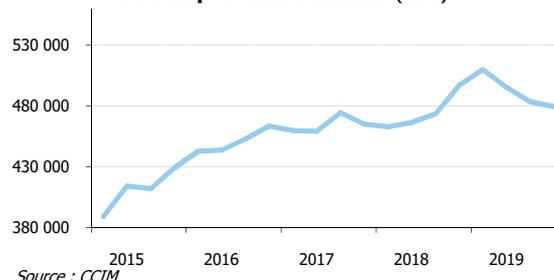
L'activité du secteur **commercial** est, selon les professionnels, atone. Le solde d'opinion concernant l'activité est nul indiquant que les chefs d'entreprise ne voient aucune dégradation ou amélioration au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent. Toutefois, les soldes d'opinion concernant les autres indicateurs économiques et financiers sont tous positifs, certains tels la trésorerie ou les charges d'exploitation étant nettement au dessus de leur moyen de longue période. Ceci pourrait signifier que dans un contexte de stabilité de l'activité, les entreprises du secteur seraient tout de même parvenues à améliorer leur équilibre financier. Dans le secteur de la grande distribution, les hypermarchés ont ainsi redressé leur chiffre d'affaires au quatrième trimestre (+2,7 %, CVS) après trois trimestres de baisse consécutifs.

Les chefs d'entreprises des **secteurs primaire et agroalimentaire** observent quant à eux une dégradation de l'activité au quatrième trimestre. En particulier, ils sont une grande majorité à déclarer une hausse de leurs prix, en rapport avec le renchérissement des matières premières, et une forte baisse de leurs stocks de produits finis. En glissement annuel, les exportations des industries agroalimentaires et de rhum sont en forte baisse de respectivement 12,0 % (CVS) et 32,7 % (CVS).

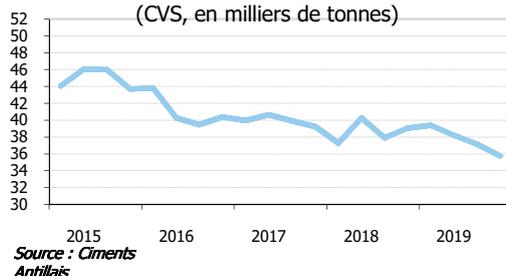
Selon l'enquête de conjoncture, les soldes d'opinions du secteur du **BTP** demeurent toujours dégradés, signe que la conjoncture dans ce secteur reste compliquée. La baisse des ventes de ciment (-3,8 %, en variation trimestrielle, CVS) et des attestations de conformité des logements neufs (-16,7 %, CVS) témoigne du prolongement des difficultés du secteur. Néanmoins, quelques indicateurs s'améliorent. Les importations d'éléments en métal pour la construction augmentent de 12,6 % (CVS) sur le trimestre. Les chefs d'entreprises anticipent enfin une amélioration de l'activité au cours du trimestre prochain.

Dans le secteur des **services aux entreprises**, le solde d'opinion sur l'activité est négatif pour le second trimestre consécutif, reflétant une dégradation du courant d'affaires. En particulier les soldes concernant les charges d'exploitation et les effectifs sont significativement éloignés de leurs moyennes de long terme. La statistique la plus mal orientée reste cependant le solde d'opinion sur le carnet de commandes. La demande anticipée par les professionnelles du secteur semble enregistrer une lourde chute.

Trafic de passagers à l'aéroport Aimé Césaire (CVS)



Ventes de ciment (CVS, en milliers de tonnes)



La conjoncture régionale et internationale

LES PREVISIONS PRE-CRISE DU CORONAVIRUS ANTICIPENT UNE ACCELERATION DE L'ACTIVITE DANS LA REGION CARAÏBE

D'après les dernières prévisions de la Banque Mondiale et du FMI, qui n'incluent pas l'impact lié à la crise du coronavirus, la croissance du PIB de la région Amérique latine et Caraïbe a significativement ralenti en 2019, à environ +0,8 % selon la Banque mondiale et à + 0,1 % selon le FMI. Pour 2020, les estimations de croissance de l'activité dans la région sont supérieures. Elles atteignent +1,6 % (FMI) et +1,8 % (Banque mondiale) respectivement, notamment en raison d'une amélioration progressive de la situation au Brésil, au Mexique et en Argentine, touchés par des crises sociales.

Selon la Banque mondiale, la croissance dans les Caraïbes¹ est quant à elle estimée à + 3,8 %, en 2019 contre 5 % en 2018. Elle devrait toutefois s'accroître en 2020 à +5,6 % principalement tirée par la forte croissance du PIB en Guyana qui atteint + 86,7 % sous l'effet du développement d'une importante production pétrolière.

L'institution prévoit +5,9 % de croissance pour la République dominicaine, soit la croissance la plus forte de la région en 2019. Elle devrait se stabiliser à 5,0 % sur les prochaines années compte tenu des perspectives de croissance dans le secteur touristique. Ainsi, le pays a accueilli 45,2 millions de visiteurs par an en moyenne entre 2012 et 2019, dont 15 millions en provenance des États-Unis. À l'inverse, Haïti a souffert d'une baisse d'activité en 2019 : l'institution prévoit -0,9 % de croissance et -1,4 % pour 2020. L'économie haïtienne a souffert du ralentissement des activités dans le cadre du blocage de l'économie due à la crise socio-politique d'octobre et novembre 2019. Par ailleurs, le déficit public haïtien a augmenté au 1er trimestre fiscal de l'année 2020 et dépasse les 160 M USD (soit 1,6% du PIB environ).

Pour le reste de la Caraïbe, les prévisions de croissance pour 2019 sont estimées à 3,5 % pour la Grenade, 2,3 % pour Saint-Vincent-et-les-Grenadines et 1,8 % à Sainte Lucie.

¹ Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Barbade, le Belize, la Dominique, la République dominicaine, la Grenade, le Guyana, Haïti, la Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines et Suriname.

Sources : Banque Mondiale (*Global economic prospect, janvier 2020*), FMI (*Outlook for Latin America and the Caribbean : New Challenges to Growth*), Service économique régional pour le Mexique, l'Amérique Centrale et les Caraïbes

VERS UNE STABILISATION DE L'ACTIVITE MONDIALE ?

Le FMI a de nouveau revu ses prévisions de croissance économique mondiale à la baisse pour 2019, à 2,9 % (-0,1 point par rapport à l'estimation d'octobre 2019), en lien avec une activité moins soutenue que prévue dans certains pays émergents (Inde, Mexique et Afrique du Sud notamment), où des chocs, spécifiques à chacun, ont freiné la demande intérieure. Les tensions commerciales et géopolitiques persistantes, l'intensification de troubles sociaux dans plusieurs pays et les chocs climatiques survenus au deuxième semestre 2019 ont également pesé sur l'activité. Toutefois, le FMI entrevoit, dans la dissipation du risque d'un Brexit sans accord et dans la progression des négociations commerciales entre les États-Unis et la Chine, des signes de stabilisation de l'industrie et du commerce international. Dans ce contexte, conjugué à une réorientation générale vers des politiques monétaires plus accommodantes, le FMI table sur une accélération de la croissance à 3,3 % en 2020.

Aux États-Unis, le PIB a crû de +0,5 % sur le quatrième trimestre 2019, un niveau équivalent au trimestre précédent qui amène la croissance sur l'année 2019 à + 2,3 %, après +2,9 % en 2018. La chute de l'investissement, dans un contexte de tensions commerciales, est compensée par le dynamisme de la consommation privée et la hausse des dépenses publiques. Le FMI anticipe un ralentissement de la croissance à + 2,0 % en 2020, lié à une normalisation de la politique budgétaire.

Dans la zone euro, la croissance a ralenti à + 0,1 % sur le dernier trimestre 2019 (après +0,3 %), portant la croissance annuelle pour 2019 à + 1,2 % (+1,9 % en 2018). À fin décembre, le taux d'inflation rebondit à + 1,3 % (contre +0,8 % à fin septembre) tandis que le taux de chômage continue de reculer et atteint désormais 7,4 %, son plus bas niveau depuis mai 2008. Selon les dernières estimations du FMI, le PIB devrait augmenter de +1,3 % en 2020, tiré par un raffermissement de la demande extérieure.

En France, le PIB de la France recule légèrement sur le dernier trimestre 2019, de -0,1 %, contre +0,3 % entre juillet et septembre. La consommation des ménages et l'investissement ralentissent, tandis que les exportations diminuent. Sur l'année, la croissance décélère ainsi à + 1,2 % après +1,7 % en 2018. La Banque de France prévoit une croissance freinée à + 1,1 % en 2020 en lien avec une dégradation de l'environnement international.

Au Japon, le PIB enregistre une baisse de 1,6 % entre octobre et décembre 2019, conséquence d'une hausse marquée de la taxe sur la consommation qui a dissuadé les ménages, ainsi que d'une chute de l'investissement (-3,7 %). Il s'agit du premier recul de la croissance nipponne depuis cinq trimestres et de la baisse la plus marquée depuis le deuxième trimestre 2014. Sur l'ensemble de l'année, le PIB progresse néanmoins de +0,7 % et le FMI table sur une hausse de +1,0 % en 2020.

La croissance économique a été plus faible que prévue dans les pays émergents et en développement en 2019 (+3,7 % contre +4,0 % selon le FMI en octobre 2019) mais elle devrait rebondir à + 4,4 % en 2020. En Inde, la croissance devrait se relever de +4,8 % en 2019 à + 5,8 % en 2020 grâce à des mesures de relances monétaire et budgétaire. En Chine, la croissance resterait soutenue en 2020, à + 6,0 %, mais sans accélération par rapport à 2019 (+6,1 %) du fait de différends commerciaux non résolus avec les États-Unis.

Sources : FMI, BEA, OCED, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon — données arrêtées à la date du 17 février 2020. Les données officielles n'intègrent pas à cette date l'impact de l'épidémie de Coronavirus.